

Le COALEX (Collectif des Associations de Lutte contre les Exclusions) est une association créée en 2001 qui regroupe 29 associations représentatives de cette thématique (ACISE, ADSM, AADPAS, Action Sida, Banque Alimentaire, CRSM, EMRIC, Secours catholique, adventiste, l'Union des femmes, l'OMASS, la Ruche ...). Ce réseau associatif est notamment responsable du Service d'urgence sociale du 115 et du SEDFA (Services d'écoutes de l'adolescent et famille. Il a également comme vocation de permettre l'échange de pratiques, la mutualisation de moyens, la transmission d'informations, la capitalisation d'expériences... Aussi, le Centre de ressources et le COALEX projettent de mettre en place un partenariat afin d'animer ce réseau sur les thématiques connexes avec la politique de la ville. La Présidente du COALEX est Olga MENIL et la Directrice JOSEPH ROSE DUVILLE.

Contacts : 0596 565948/ coalex2@wanadoo.fr

Lancement du Cinquantenaire de l'ADSM (Association Départementale pour la Santé Mentale) avec la soirée en Assemblée Générale du vendredi 7 novembre 2008. Jusqu'à la fin de l'année 2009, l'ADSM organisera avec ses partenaires plusieurs manifestations d'échanges, de sensibilisation, de capitalisation, de recherches sur la santé mentale, la prévention, les addictions, l'exclusion et l'errance. **Contacts :** 0596 60 23 52. adsm97@wanadoo.fr

Lancement de l'appel à projets du CUCS de Fort de France. Pour retrouver les documents de candidature: <http://www.fortdefrance.fr/default.asp?cont=6¶m=2638&phh4=-1&ft=-1>

Le PLIE communautaire porté par l'Association pour le développement de l'emploi et l'insertion du centre de la Martinique (ADEICEM) recrute son Directeur Général des Services.

Contacts : Mme la Présidente de l'ADEICEM, Immeuble Cardinal-Châteauboeuf Est-BP 407- 97204 FDF cedex.

Journée nationale des acteurs de la réussite éducative.

L'Association nationale des acteurs de la réussite éducative (Anaré) qui a été créée fin janvier 2008 s'adresse à tous les acteurs de la réussite éducative et a pour principaux objectifs de : Proposer un espace de mutualisation et d'échanges dans un objectif de co-élaboration et de co-construction. Positionner la réussite éducative au sens large de ce terme au cœur des politiques éducatives locales. Accompagner et nourrir la réflexion des acteurs des dispositifs éducatifs sur les questions éthiques et déontologiques. Elle met en place la journée nationale des acteurs de la réussite éducative avec pour thème : "La réussite éducative : un dispositif choisi ou subi par les familles ?", le 23 janvier prochain avec la ville de Gennevilliers et l'appui de Profession Banlieue, du Pôle de ressources du Val d'Oise et du CRPVE. **Contacts :** anare.mail@gmail.com

Brèves...

Suite de l'OBAMANIA.

-Une délégation du CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires) a rencontré le Directeur de cabinet du Président de la République pour se faire entendre sur la promotion de l'action positive en France et par la mise en place d'outil comme la mise en place de statistiques ethniques. Le Collectif DOM devrait se faire entendre également sur cette question. Par ailleurs, le débat sur le modèle d'intégration français est relancé. Sans parler de discrimination positive à l'américaine et la peur des communautarismes qu'il engendre, *le Manifeste pour l'égalité réelle* initié par l'industriel Yasid Zabeg et signé par plusieurs personnalités politiques françaises appelle à des politiques volontaristes et à un Grenelle de la diversité.

-Par ailleurs, la nomination de Pierre N'GAHANE, premier préfet noir issu de l'immigration a été lourdement commentée dans la presse...

-Une première étude de l'Observatoire de la Diversité dans les médias audiovisuels a été jugés « inacceptables, intolérables dans la France de 2008 » a affirmé le Président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel qui n'a pas trouvé de mots assez forts pour stigmatiser la place trop réduite que les chaînes françaises accordent aux non-blancs.

Economie

-L'Assemblée nationale a adopté vendredi 7 novembre 2008, le projet de budget de la mission outre-mer pour 2009, qui s'élève à 1,879 milliard d'euros, en hausse de 9,2% par rapport aux 1,72 milliard de la loi de finances initiale pour 2008 ; malgré plusieurs amendements critiquant la démarche initiée par le secrétaire à l'Outremer.

- En Martinique, les socio professionnels, les représentants de l'Etat et le secteur bancaire se sont réunis pour analyser « comment les mesures annoncées par le Président de la République fin octobre, pour soutenir l'activité économique dans ce contexte de crise financière allaient être appliquées ici » selon le SGAR (Secrétaire Général aux Affaires régionales). Ils ont rassurés les acteurs en expliquant que malgré les risques que la crise ait des effets décalés dans le temps, elle n'avait pas d'effet immédiat en Martinique et que la consommation des ménages continuait de progresser, malgré le ralentissement de certains projets d'investissements privés et publics, et que par ailleurs les conditions de prêt ne devraient pas durcir pour le moment. A SUIVRE.....

La HALDE a fait réaliser une étude sur la place des stéréotypes et des discriminations dans les manuels scolaires de juin 2007 à mars 2008.

En transmettant des savoirs, les manuels scolaires proposent des représentations de la société. Ils peuvent véhiculer des représentations stéréotypées qui peuvent être à l'origine des discriminations. De manière générale, l'étude relève la présence de stéréotypes dans les manuels scolaires quelles que soient les disciplines enseignées y compris l'éducation civique. L'image des hommes et des femmes continue de subir un traitement différencié moins valorisant pour les femmes. Les personnes d'origine étrangère représentées sont montrées le plus souvent dans des situations dévalorisantes et/ou de pauvreté. Le handicap est rarement évoqué. Les seniors sont souvent associés à des représentations liées à la maladie et à la dégénérescence du corps. Ces représentations ne sont pas compensées par d'autres images positives sur leur rôle citoyen et leur apport dans la famille. L'impasse est faite sur le sujet de l'orientation sexuelle. Pour télécharger cette étude : http://www.halde.fr/IMG/pdf/Etude_integrale_manuels_scolaires-2.pdf

Rapport du CNIAE, intitulé "Lever les obstacles aux promesses de l'IAE", l'insertion par l'activité économique. Remis à la ministre de l'Economie et au haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté le 3 juillet dernier, ce document provisoire d'une quarantaine de pages réalisé par un groupe d'experts n'a été rendu public qu'en septembre. Il déplore "*l'aide insuffisante, complexe et instable des pouvoirs publics*". Il dénonce également le trop grand nombre de niveaux de collectivités dans le pilotage de la lutte contre l'exclusion et souligne qu'"aucune articulation globale n'est prévue, aucun mode de gouvernance partagée n'existe entre ces différents niveaux de responsabilité". Face à cette situation, "le dirigeant d'une SIAE doit s'improviser diplomate spécialisé dans l'ingénierie de l'action publique, tout en restant chef d'entreprise et en garantissant l'exécution du projet social de sa SIAE". Le rapport estime aussi qu'"insuffisance de responsabilité, manque de solidarité nationale et faiblesse d'outils de gouvernance freinent la mise en oeuvre du droit fondamental à l'emploi". Dans ces conditions les parcours d'insertion se révèlent de plus en plus difficiles à construire. Le rapport ne méconnaît toutefois pas certaines difficultés internes, comme le manque de capacité d'innovation des SIAE et la prise en compte insuffisante des besoins des femmes et des jeunes. Sur la base de ce constat très critique, le CNIAE formule plusieurs propositions pour améliorer la gouvernance et l'efficacité du secteur. La première consisterait à clarifier le contexte institutionnel, notamment en signant des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens avec les structures d'IAE, doublées d'une convention similaire entre l'Etat et les collectivités. Le rapport préconise aussi de "faire prévaloir le principe de subsidiarité du local au régional et rendre prioritaire la gouvernance locale" et de clarifier le rôle de chaque échelon territorial (sans toutefois apporter beaucoup de précisions concrètes sur ce point). En matière budgétaire, il recommande une harmonisation des modalités de financement. Enfin, il préconise diverses mesures visant à améliorer l'efficacité du parcours d'insertion, notamment par un rapprochement avec les organismes de formation et les entreprises traditionnelles ainsi que par une meilleure intégration dans les territoires.

Actes du Colloque sur la clause sociale

Le ministère de l'Economie publie sur son site Internet les actes du colloque consacré au développement des clauses sociales, qui s'est tenu le 17 octobre dernier à Paris. Ouvert par Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, et clôt par Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, le colloque a rassemblé 300 praticiens de toute l'Europe. Ce, autour d'une idée centrale : échanger des bonnes pratiques visant à faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi et des personnes souffrant de handicap par le biais des marchés publics.

Pour télécharger les actes : http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/daj/oeap/documents_ateliers/dvp_clauses_sociales/dvp_clauses_sociales.pdf

Guide méthodologique : la concertation dans la conduite de projet. L'exemple de la Communauté urbaine du Grand Lyon. Il traite spécifiquement de la concertation citoyenne sur les projets urbains, c'est-à-dire sur les projets qui consistent à conduire un changement du cadre de vie pour mieux répondre à l'intérêt général, mais peut néanmoins être adapté à tout projet conduit en "mode projet". Pour télécharger le guide: <http://www.millenaire3.com/Guide-methodologique-la-concertation-dans-la-con.298+M517afef4e04.0.html>

Guide méthodologique complet du travail en commun de l'Institut Atlantique d'Aménagement des Territoires (IAAT)

http://www.iaat.org/telechargement/guide_methodo/guide_methodo_complet.pdf



Un nouveau magazine institutionnel traitant des affaires publiques en Martinique (Bimestriel)



Le Centre de ressources ville caraïbe c'est la qualification collective, l'appui et la mise en réseau des acteurs de la politique de la ville, la production et la diffusion d'informations sélectionnées, la documentation, l'accompagnement méthodologique. contact@villecaraibe.com / 0596 68 64 52